

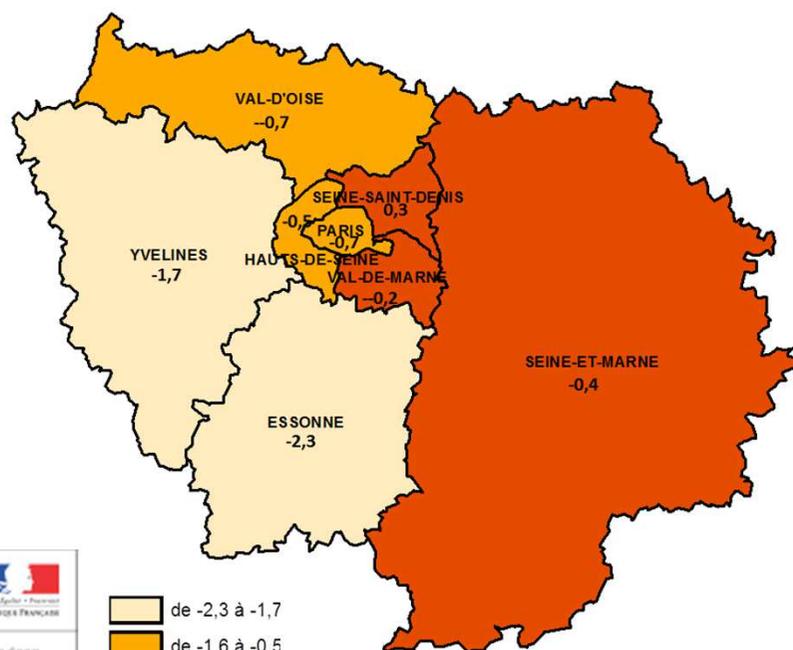
Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Janv. 2018

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C par département entre août 2017 et novembre 2017 (en %, données CVS-CJO)



- En novembre, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens est en baisse sur trois mois de -2,0 % en catégorie A et de -0,7 % en catégorie ABC.
- Le taux de chômage a augmenté de 0,3 point au troisième trimestre 2017, atteignant 8,4 %.
- L'emploi salarié a augmenté de +0,4 % au troisième trimestre 2017.
- Le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi reste faible, tandis que le recours à l'activité partielle est en hausse depuis trois mois.

- Ce diaporama vous est adressé en début de mois.
- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques.
- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

idf.statistiques@direccte.gouv.fr
- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 9 février 2018.

Sommaire

Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

Marché du travail

Page 5 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois

Page 6 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par département

Page 8 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe

Page 9 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par âge

Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel

Page 11 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA

Page 12 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi

Page 13 : taux de chômage (Insee)

Emploi

Page 14 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 15 : [déclarations préalables à l'embauche](#)

Page 16 : évolution récente de l'intérim

Page 17 : évolution récente de l'emploi salarié

Accompagnement des mutations économiques

Page 19 : activité partielle

Page 20 : procédures de licenciement collectif

Marché du travail

En novembre 2017, 988 630 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Île-de-France (catégories A, B et C – données CVS). Parmi eux, 670 070 n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

La demande d'emploi repart à la baisse en catégorie A en novembre (-0,3 %). Elle recule de 2,0 % sur trois mois, contre -2,4 % en France métropolitaine. En revanche, le nombre de demandeurs ayant déclaré une activité réduite (catégories B et C) continue de progresser (+2,2 % sur trois mois).

Finalement, en catégories A, B et C, la demande d'emploi francilienne recule très légèrement en octobre (-0,1 %), baisse sur trois mois (-0,7 %) et augmente sur un an (+2,7 %). Ces évolutions sont très proches de celles de la France métropolitaine. La demande d'emploi en catégorie D (en formation) diminue, quant à elle, nettement sur trois mois (-7,4 % contre -10,0 % au niveau national).

Sur trois mois, la demande d'emploi diminue dans l'ensemble des départements de la région, en particulier en Essonne et dans les Yvelines. Seule, la Seine-Saint-Denis enregistre une progression du nombre de ses demandeurs en catégorie A, B et C.

En catégories A, B et C, la demande d'emploi recule à un rythme quasi similaire pour les hommes (-0,7 % sur trois mois) et pour les femmes (-0,6 %). Celle des jeunes recule de 5,4 %, tandis que celle des seniors progresse de 0,5 %.

L'analyse par professions souligne la baisse de la demande d'emploi sur trois mois des ouvriers et des métiers du bâtiment-travaux publics et de la maintenance.

Au troisième trimestre 2017, 8,4 % de la population active est au chômage au sens du BIT en Île-de-France (contre 9,4 % en France métropolitaine), soit une progression de 0,3 point par rapport au deuxième trimestre.

Emploi

Au deuxième trimestre 2017, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) augmente fortement rapport à la même période de 2016, pour les contrats de plus de six mois et CDI (+5,9 %), plus légèrement pour tous les types de contrats (+0,6 %).

L'emploi salarié marchand francilien continue sa progression au deuxième trimestre 2017 (+0,4 % par rapport au deuxième trimestre, soit +1,8 % sur un an). Sur le trimestre, l'emploi salarié est en hausse dans la construction et les services marchand et recule légèrement dans l'industrie. Le nombre d'intérimaires reste en hausse, notamment dans la construction et les services.

Mutations économiques

Environ 565 300 heures d'activité partielle ont été autorisées pour motif économique en novembre 2017 en Île-de-France (+23 % sur un an). Le secteur de la construction est à l'origine de près de 35 % des heures autorisées.

Le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi recule de 25 % sur un an.

Les demandeurs d'emploi en novembre 2017

Novembre 2017	Ile-de-France	France métropolitaine	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France métro.	Ile-de-France	France métro.	Ile-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	670 070	3 454 100	-0,3	-0,8	-2,0	-2,4	0,9	-0,1
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	988 630	5 611 400	-0,1	-0,1	-0,7	-0,6	2,7	2,6

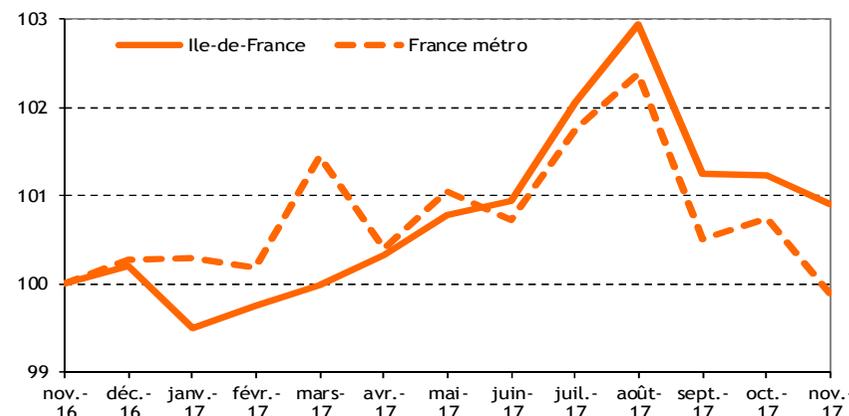
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

La demande d'emploi francilienne en catégorie A repart à la baisse en novembre, mais à un rythme moins soutenu qu'en France métropolitaine (-0,3 % contre -0,8 %). Elle recule de 2,0 % sur trois mois mais reste orientée à la hausse sur un an (+0,9 % contre -0,1 % en France métropolitaine).

Les évolutions en catégorie A sont cependant affectées par des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi. Le nombre de demandeurs en catégories B et C (qui ont exercé une activité réduite) augmente de 2,2 % sur trois mois. Malgré un rebond en novembre (+1,6 %), les demandeurs en catégorie D (en formation) diminuent nettement sur trois mois (-7,4 %).

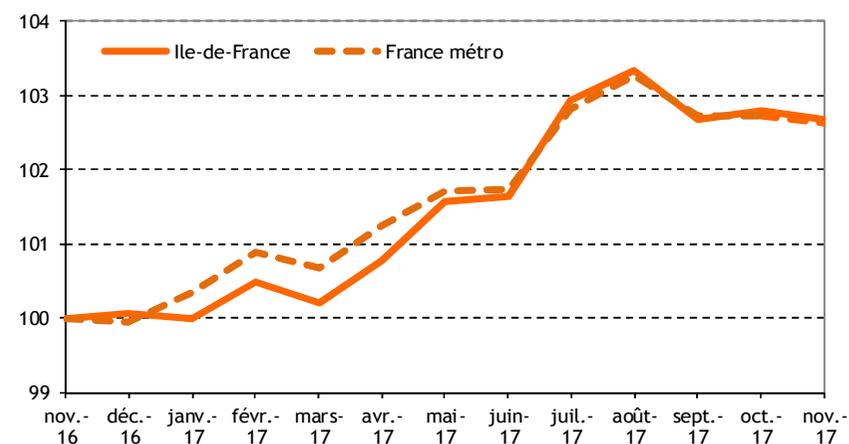
En très légère baisse sur un mois, la demande d'emploi prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B et C) recule de 0,7 % sur trois mois mais demeure en forte hausse sur un an (+2,7 %). Ces évolutions sont très proches de celles enregistrées au niveau national.

Évolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO, Indice 100 en novembre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégories ABC (données CVS-CJO, Indice 100 en novembre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département) en novembre 2017

Données CVS-CJO Novembre 2017	cat. A	évolution mensuelle	évolution trim.	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trim.
Paris	132 940	-0,4	-1,6	203 880	-0,3	-0,7
Seine-et-Marne	66 070	-0,8	-2,3	100 980	-0,1	-0,4
Yvelines	64 560	-0,1	-3,5	96 110	-0,1	-1,7
Essonne	58 090	-0,6	-3,8	88 340	-0,3	-2,3
Hauts-de-Seine	79 760	-0,1	-1,6	115 040	0,0	-0,5
Seine-St-Denis	120 670	0,2	-1,2	170 770	0,4	0,3
Val-de-Marne	75 790	-0,3	-1,5	108 970	-0,1	-0,2
Val-d'Oise	72 190	-0,6	-1,7	104 540	-0,6	-0,7
Île-de-France	670 070	-0,3	-2,0	988 630	-0,1	-0,7
France métro.	3 454 100	-0,8	-2,4	5 611 400	-0,1	-0,6

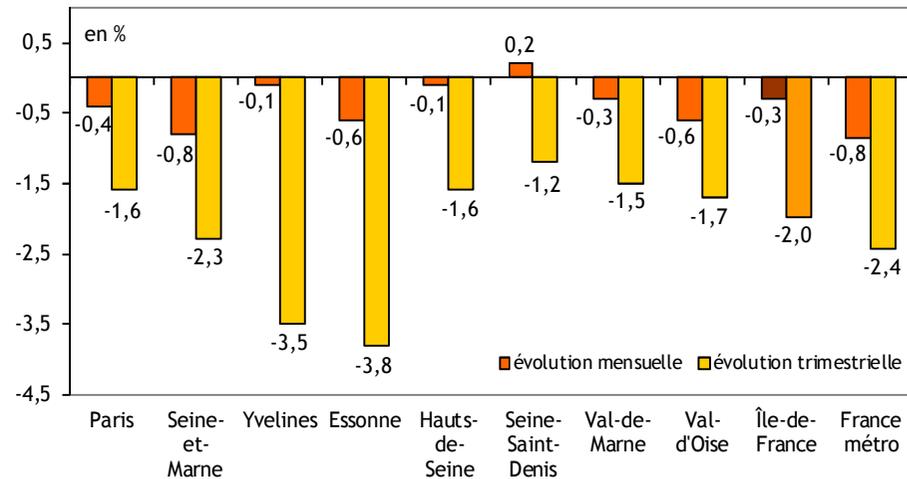
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Sur trois mois, la demande d'emploi en catégorie A diminue dans l'ensemble des départements d'Île-de-France. C'est en particulier le cas en Essonne (-3,8 %) et dans les Yvelines (-3,5 %). La baisse la plus contenue est enregistrée en Seine-Saint-Denis (-1,2 %).

En catégorie A, B et C, la demande d'emploi sur trois mois recule dans l'ensemble des départements, à l'exception de la Seine-Saint-Denis (+0,3 %). L'Essonne et les Yvelines profitent également des baisses les plus marquées (respectivement -2,3 % et -1,7 %).

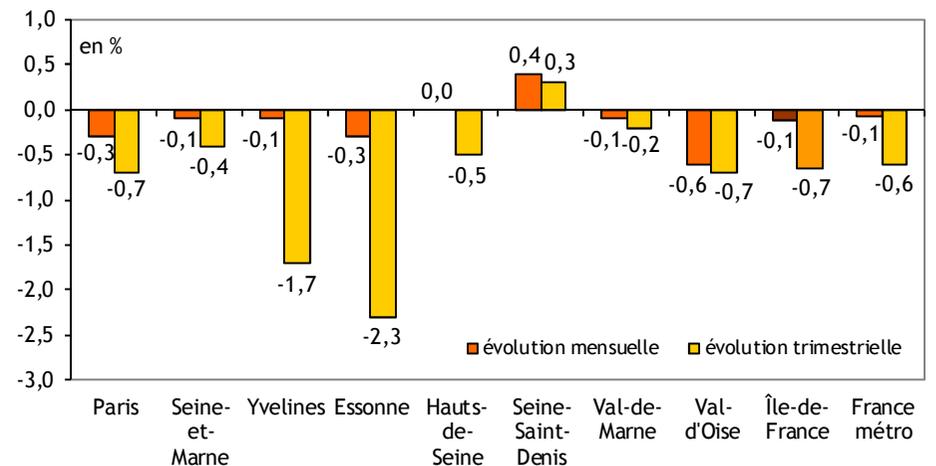
Sur un an, l'Essonne est le seul département de la région qui bénéficie d'une baisse de la demande d'emploi (-0,6 % en catégorie A). Le Val-d'Oise est, en revanche, le département qui subit la plus forte hausse (+2,0 % en catégorie A et +3,7 % en catégorie ABC).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits par département (catégorie A, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

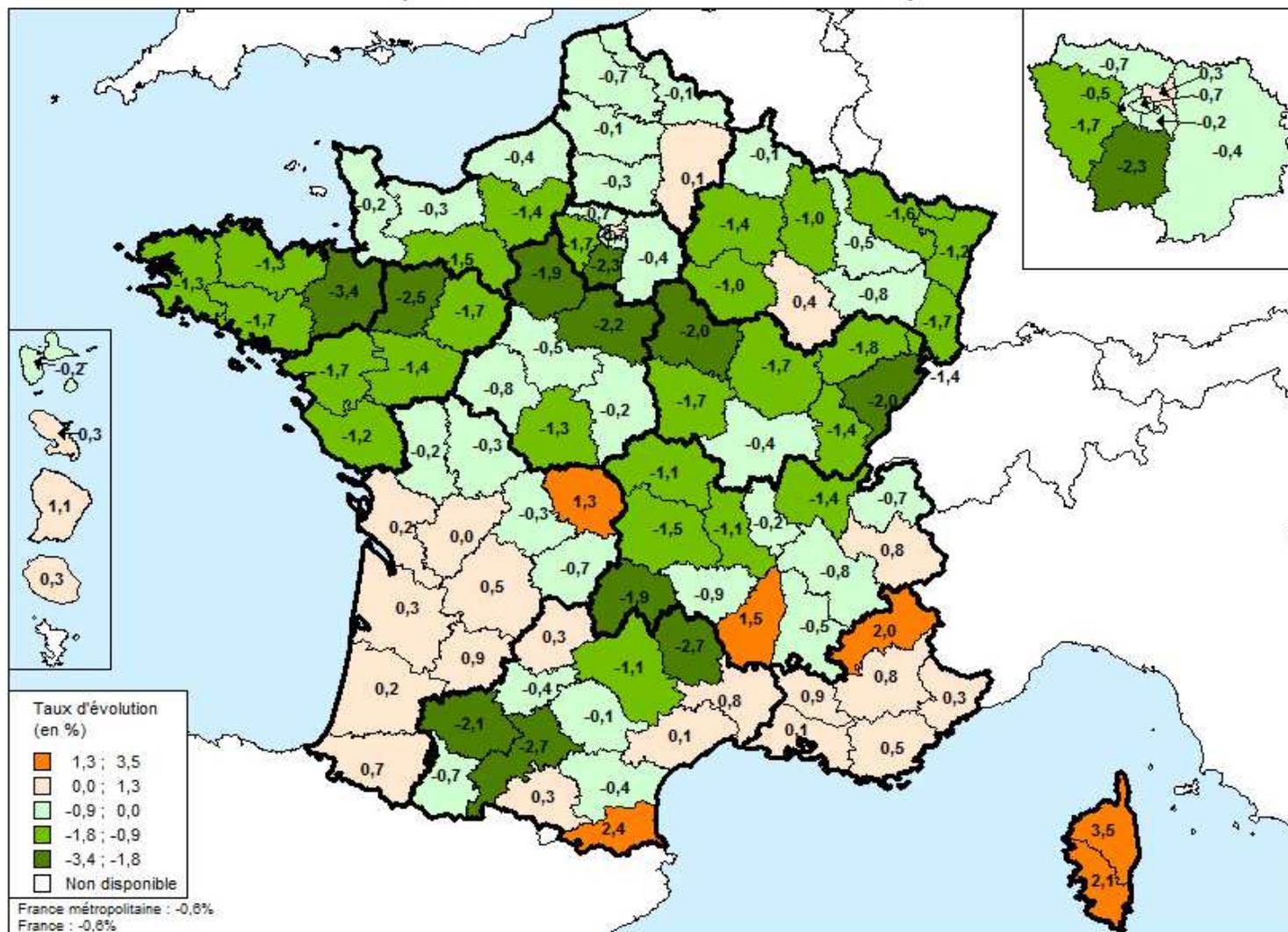
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits par département (catégorie s ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)

Variation sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C par département entre août 2017 et novembre 2017 (en %, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi, Dares; Données CVS-CJO

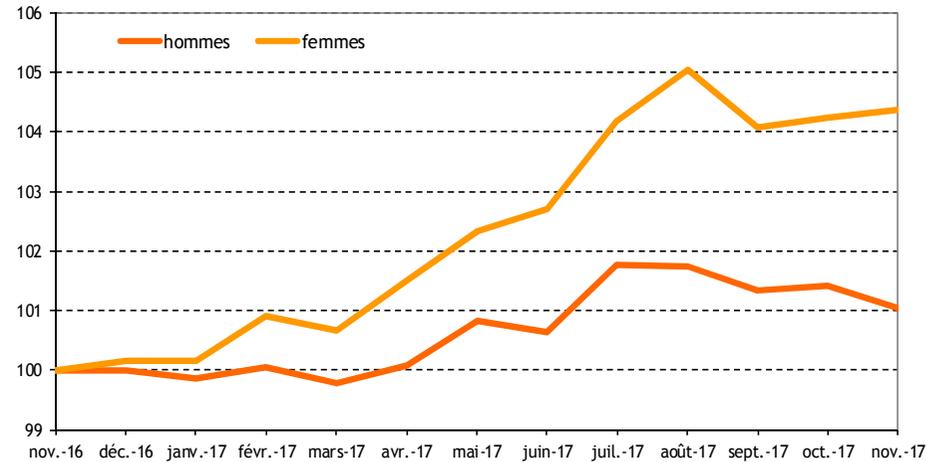
Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC) en novembre 2017

Sur trois mois, la demande d'emploi en Île-de-France recule à un rythme quasi similaire pour les hommes (-0,7 % en catégorie ABC) et pour les femmes (-0,6 %). Ce recul est plus inégal en France métropolitaine : -1,2 % pour les hommes, contre seulement -0,1 % pour les femmes.

Sur un an, la progression de la demande d'emploi est sensiblement plus soutenue pour les femmes (+4,4 %) que pour les hommes (+1,0 %), l'écart se creusant de nouveau depuis septembre.

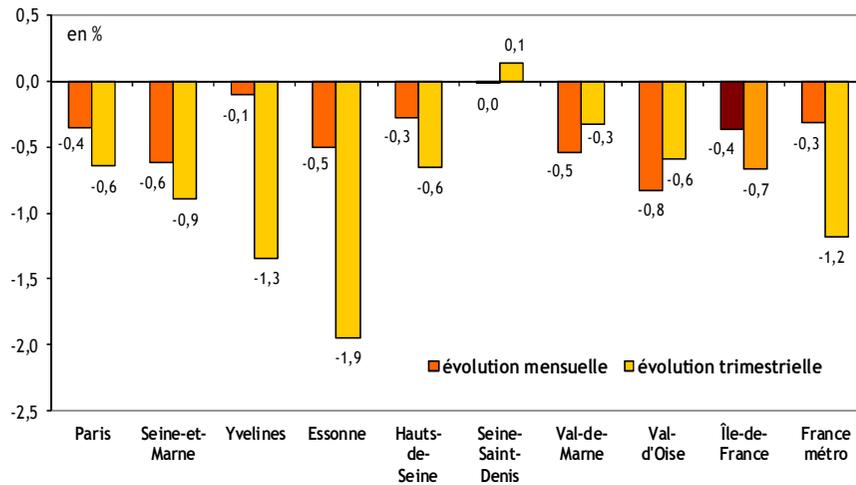
Défavorable aux femmes sur un an dans l'ensemble des départements franciliens, l'évolution de la demande d'emploi leur est plus favorable sur trois mois à Paris, dans les Yvelines, dans le Val-d'Oise et en Essonne. Dans ce dernier département, l'écart atteint 0,7 point avec la demande d'emploi des hommes.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, selon le sexe (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, indice 100 novembre 2016)



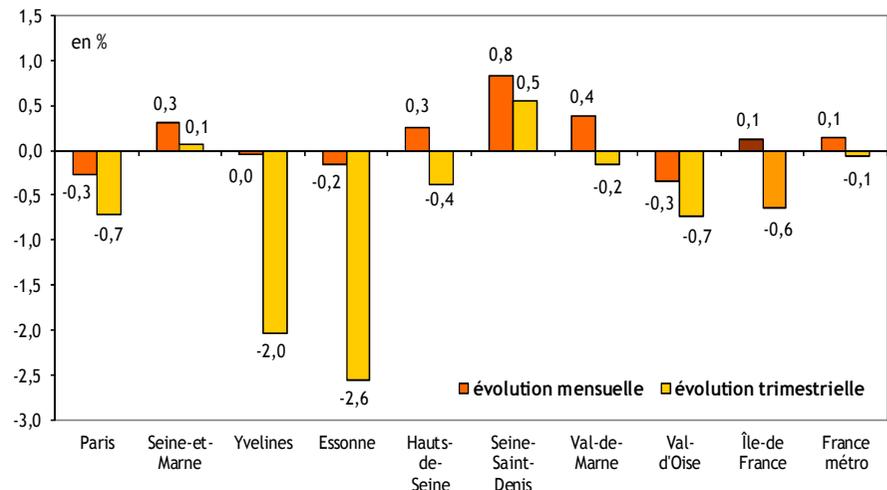
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre d'hommes inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de femmes inscrites par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

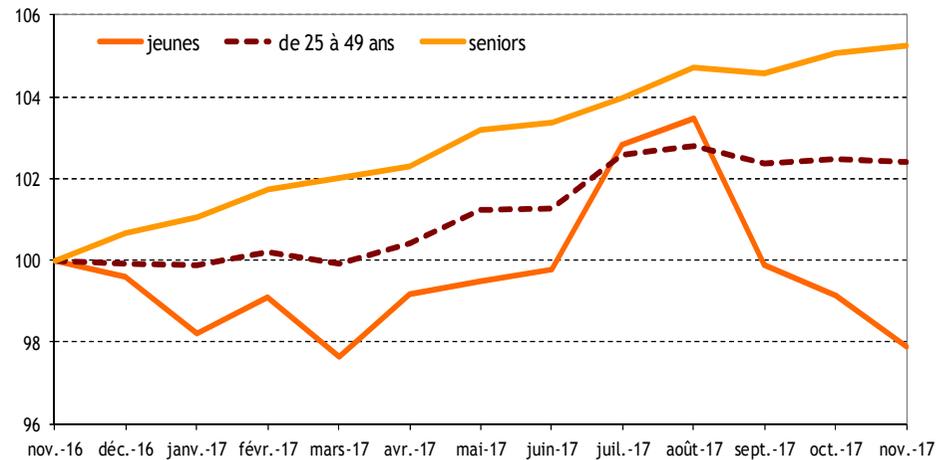
Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC) en novembre 2017

En progression entre mars et août 2017 (+6,0 %), la demande d'emploi des jeunes (moins de 25 ans) baisse nettement depuis (-5,4 % sur trois mois en catégorie A, B et C). La diminution est moins soutenue en France métropolitaine (-4,2 %).

Sur trois mois, la demande d'emploi des jeunes recule dans l'ensemble des départements franciliens. La baisse s'échelonne entre 3,6 % en Seine-Saint-Denis (-610 jeunes) et 8,0 % en Essonne (-890 jeunes).

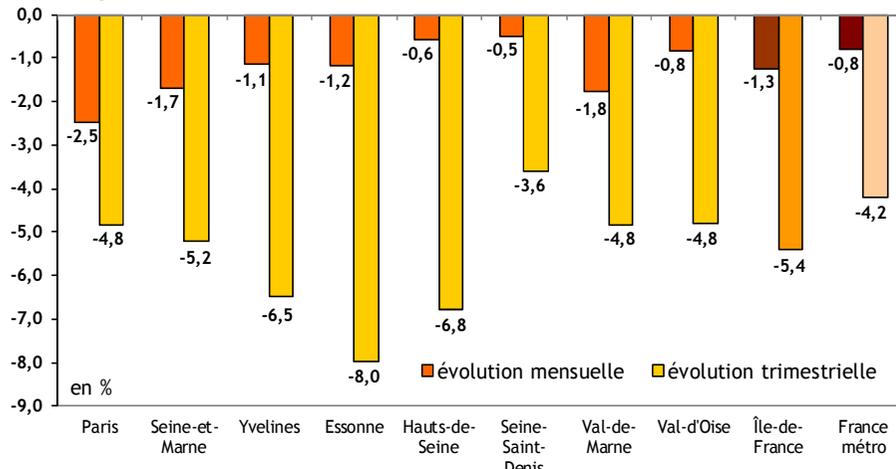
Moins heurtée, la demande d'emploi des seniors (50 ans et plus) est en augmentation quasi constante depuis le deuxième trimestre 2008. L'évolution de la demande d'emploi est ainsi très défavorable aux seniors (+5,2 % sur un an contre +5,5 % au niveau national). La part des seniors dans les demandeurs d'emploi est ainsi passée de 17 % à 26 % en dix ans.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, indice 100 novembre 2016)



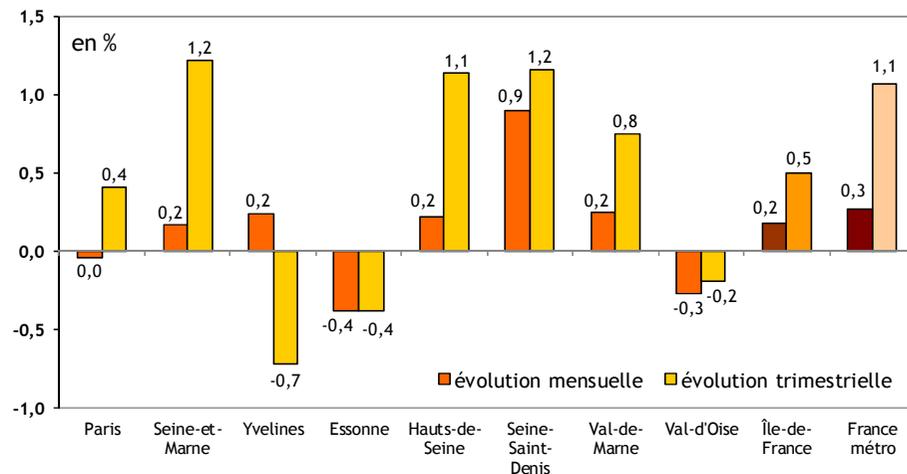
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

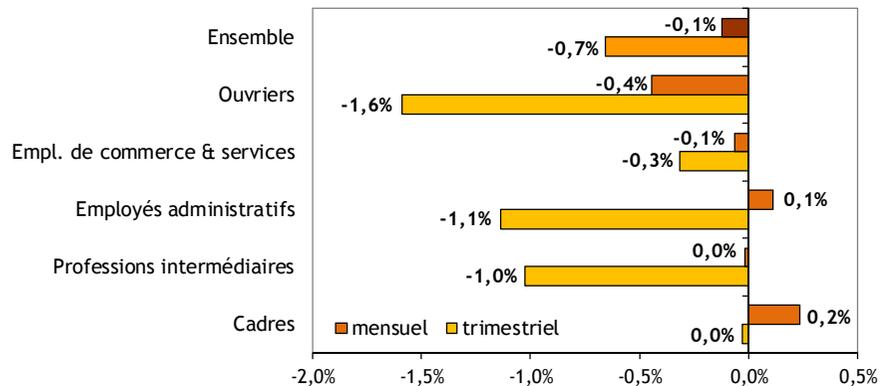
Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché en novembre 2017

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, par catégorie professionnelle (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)

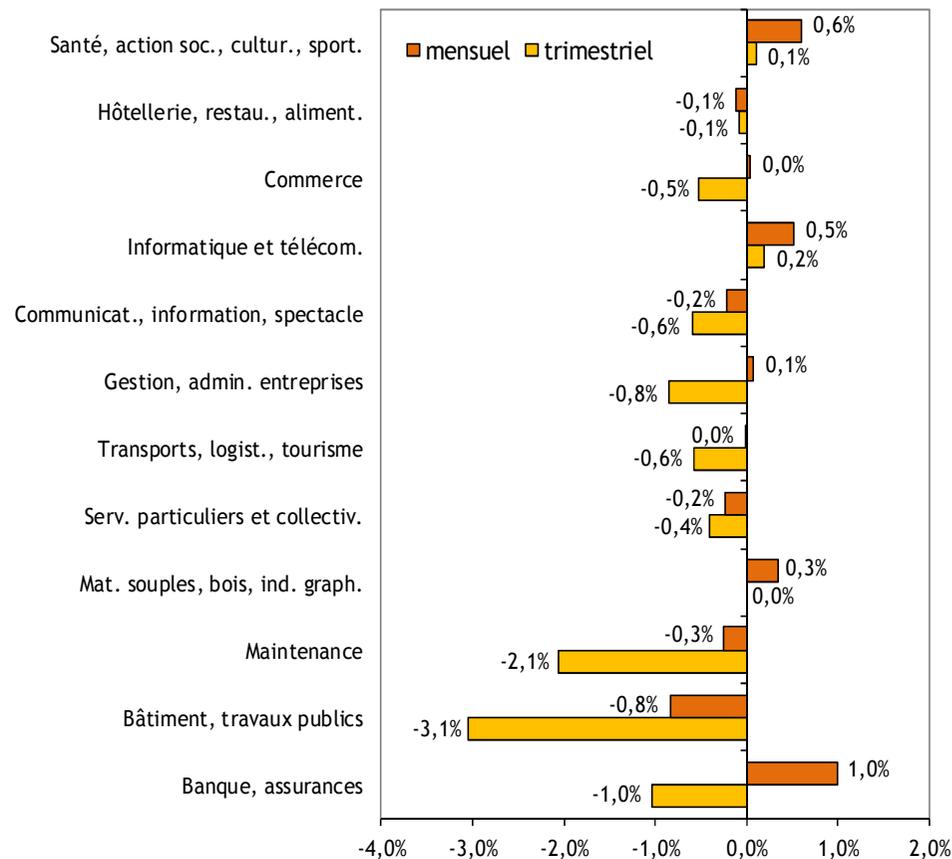


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Sur trois mois, la demande d'emploi francilienne diminue dans chacune des catégories professionnelles en catégories A, B et C, à l'exception de celle des cadres, dont la demande est stable. Les ouvriers (-1,6 %), les employés administratifs (-1,1 %) et les professions intermédiaires (-1,0 %) bénéficient des plus fortes baisses.

Sur trois mois, seuls les métiers de l'informatique-télécommunication et de la santé, de l'action sociale, culturelle et sportive voient le nombre de leurs demandeurs d'emploi augmenter très légèrement. La demande d'emploi diminue dans les autres domaines professionnels. C'est particulièrement le cas dans les métiers du bâtiment-travaux publics (-3 %) et de la maintenance (-2,1 %).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA en novembre 2017

Malgré la baisse de la demande d'emploi en catégories A, B et C, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) demeure en croissance sur trois mois en Île-de-France (+1,9 %), à un rythme légèrement supérieur à celui constaté au niveau national (+1,4 %).

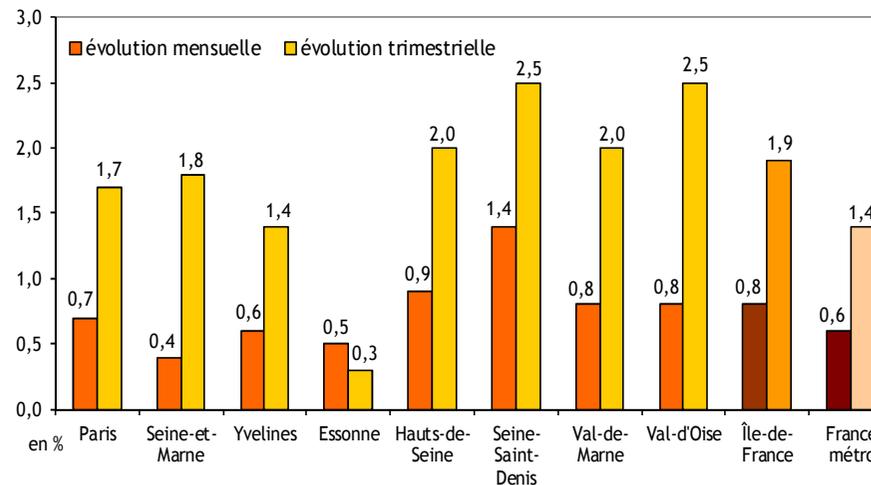
La reprise de la hausse de la demande d'emploi de longue durée est intervenue après une période de baisse, en grande partie liée au nombre de demandeurs d'emploi qui ont bénéficié de formations dans le cadre du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation » (passage en catégorie D pendant la durée de formation réinitialisant le compteur d'ancienneté des demandeurs concernés). La part de demandeurs d'emploi de longue durée atteint 43,5 % en novembre 2017.

La part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA dans la région, inférieure à celle de la France métropolitaine (12,7 % contre 13,4 %), diminue très légèrement sur un an (-0,2 point). Celle de Seine-Saint-Denis demeure largement supérieure à celle des autres départements.

	Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
Novembre 2017	12,8%	11,4%	11,3%	10,4%	11,8%	16,4%	12,4%	12,6%	12,7%	13,4%
Novembre 2016	13,3%	10,7%	11,5%	10,3%	12,1%	16,6%	12,5%	12,6%	12,9%	13,3%

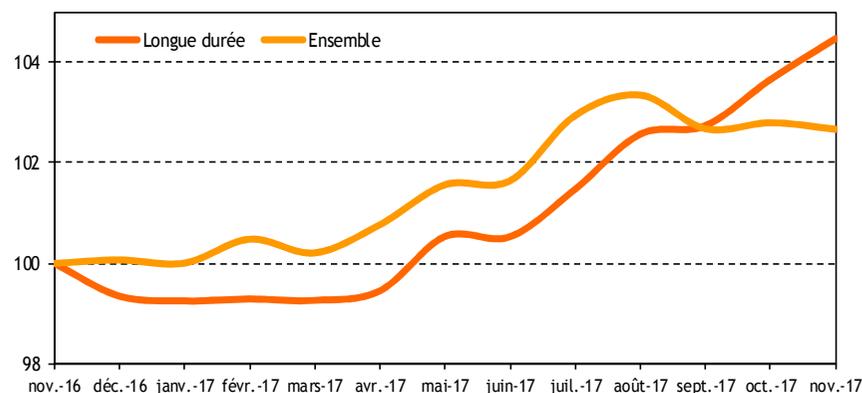
Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, indice 100 novembre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les entrées et les sorties de Pôle emploi en novembre 2017

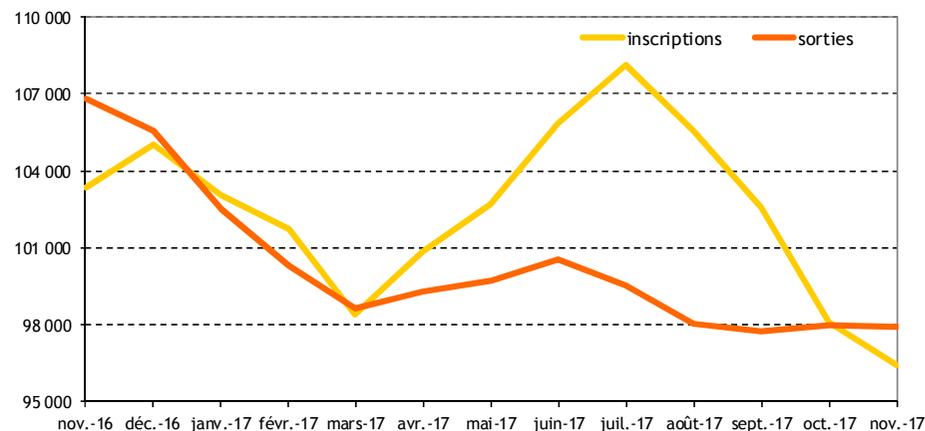
Sur trois mois glissants, le nombre de sorties de Pôle emploi reste orienté légèrement à la baisse en Île-de-France (-0,2 %).

La forte représentation du défaut d'actualisation parmi les motifs de sortie (plus de 40 %) limite l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. Bien qu'expliquant seulement 7 % des sorties, le recul des entrées en stage (-45,8 % en glissement annuel) apparaît cependant comme une tendance de fond depuis le plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation ». Les reprises d'emploi déclarées, qui représentent 19 % des motifs de sorties de Pôle emploi, progressent sur un an (+3,6 %).

Les entrées à Pôle emploi baissent très nettement sur trois mois glissants (-8,7 %), après avoir augmenté entre mars et juillet 2017. En évolution annuelle, le nombre d'inscriptions diminue également davantage dans la région qu'en France métropolitaine (-6,7 % contre -4,8 %).

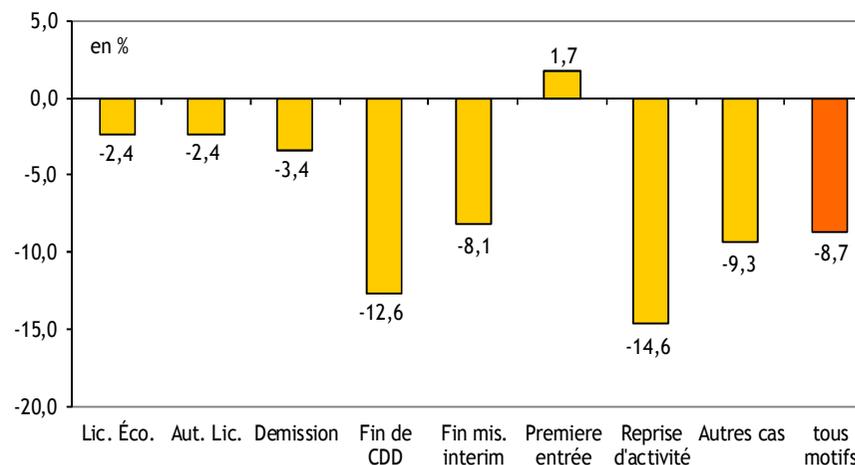
Le grand nombre des « autres cas » comme motif d'inscription (40 % des entrées) rend également délicate l'interprétation des entrées par motifs. Sur un an, se confirment cependant la progression des inscriptions pour « démission » (+15,3 % en glissement annuel) et « fin de mission d'intérim » (+9,2 %), ainsi que le recul des inscriptions pour « reprise d'activité » (-12,4 %) et pour « première entrée » (-8,4 %).

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Île-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi par principaux motifs (Île-de-France, données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Le taux de chômage au troisième trimestre 2017

Au troisième trimestre 2017, le taux de chômage francilien s'établit à 8,4 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee. Il progresse de 0,3 point par rapport au deuxième trimestre 2017. Le taux de chômage en France métropolitaine a lui aussi augmenté, atteignant 9,4 % au troisième trimestre 2017.

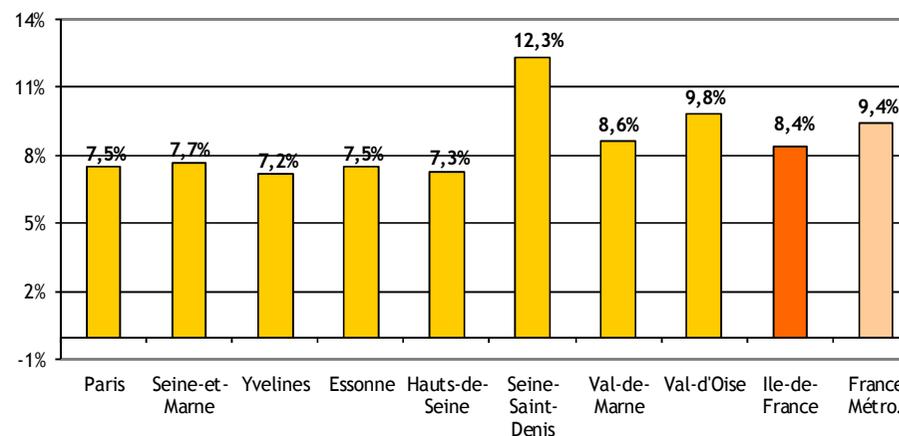
Sur un an, le taux de chômage baisse de 0,2 point en Île-de-France et de 0,3 en France métropolitaine.

Le taux de chômage francilien reste cependant supérieur de 2,1 points à sa valeur d'avant la crise (6,3 % au premier trimestre 2008). Il en est de même en France métropolitaine avec 2,6 points de plus qu'au premier trimestre 2008. Après une période d'équilibre autour de 9 % depuis 2013 et un mouvement de baisse depuis fin mi-2015, on assiste à la première hausse trimestrielle importante depuis plus de 7 ans.

La Seine-Saint-Denis, dont le chômage est structurellement le plus élevé de la région avec 12,3 %, voit son taux de chômage enregistrer une hausse de 0,4 point par rapport au trimestre précédent.

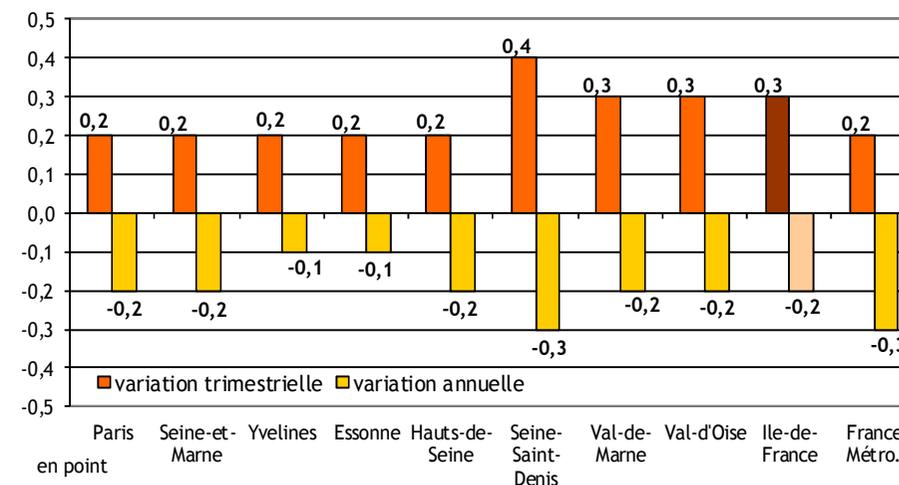
Sur un an, le taux de chômage diminue dans l'ensemble des départements, en particuliers en Seine-Saint-Denis (-0,3 %), à Paris, dans la Seine-et-Marne, les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et dans le Val-d'Oise (-0,2 %). Paris, les Yvelines, l'Essonne et les Hauts-de-Seine ont aujourd'hui des taux de chômage inférieurs ou égaux à 7,5 %.

Taux de chômage localisé au troisième trimestre 2017 (données CVS)



Source : Insee

Évolution du taux de chômage localisé au troisième trimestre 2017 (données CVS)

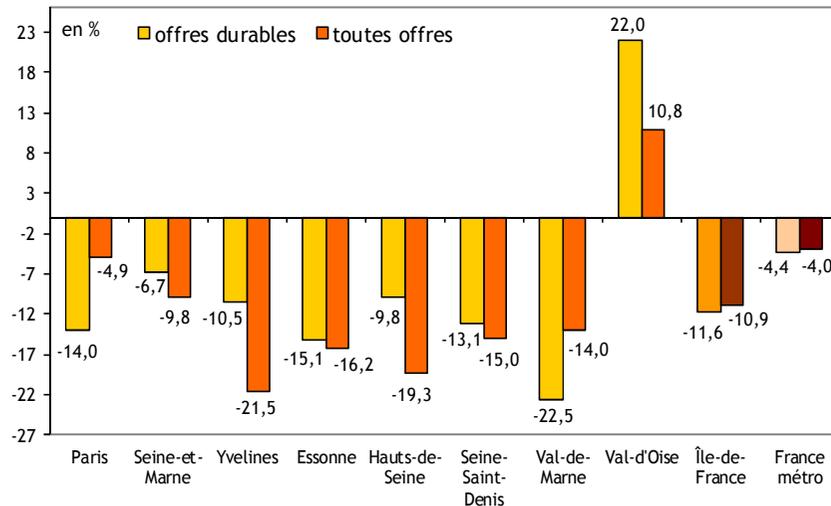


Source : Insee

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi en novembre 2017

En novembre 2017, 46 700 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 30 300 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des trois derniers mois, par rapport aux trois mois précédents (données CVS-CJO)

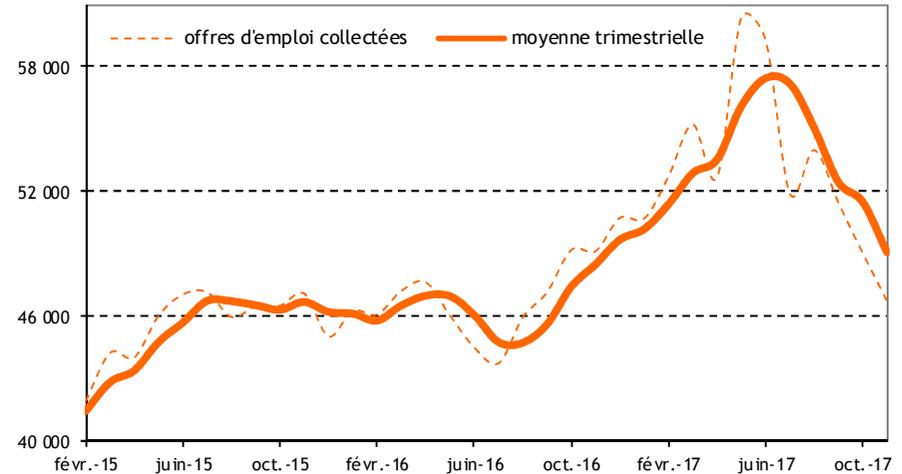


Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

En baisse depuis le troisième trimestre 2017, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région diminue de nouveau nettement sur trois mois glissants (-10,9 %). Les offres durables connaissent la même tendance baissière (-11,6 %). Le recul est moins marqué en France métropolitaine : -4,0 % pour l'ensemble des offres et -4,4 % pour les offres durables.

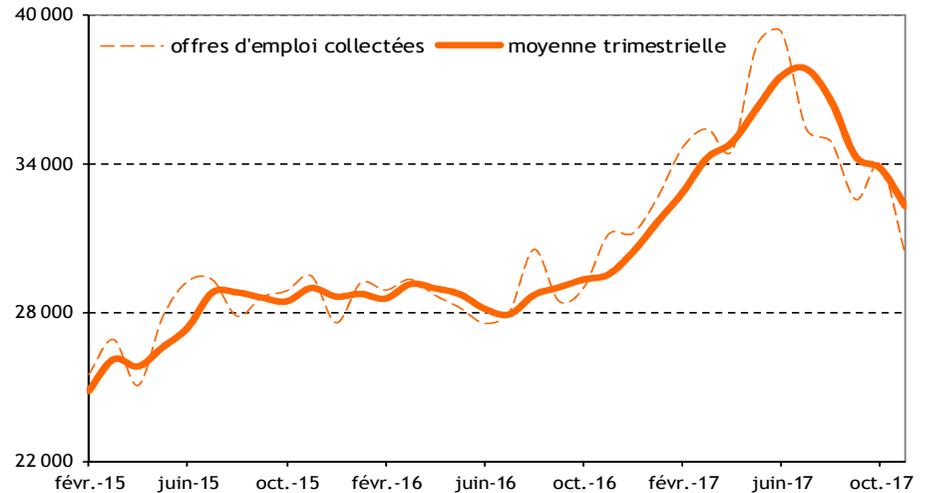
Sur un an, en moyenne trimestrielle, les offres enregistrées dans la région demeurent toutefois en progression (+1,2 % pour l'ensemble des offres et +9,3 % pour les offres durables).

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis février 2015 (Île-de-France, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution du nombre total d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis février 2015 (Île-de-France, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au deuxième trimestre 2017

Près de 2 millions de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au deuxième trimestre 2017 en Île-de-France, dont 336 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au deuxième trimestre 2017 (par rapport au deuxième trimestre 2016) a peu augmenté tous contrats confondus en Île-de-France (+0,6 %) mais fortement augmenté pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +5,9 %).

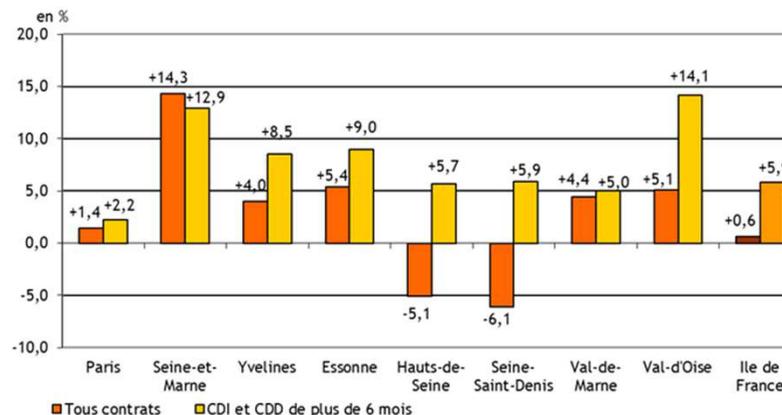
Tous contrats confondus, la Seine-et-Marne a connu une augmentation annuelle très importante (+ 14,3 %). En revanche, cette évolution est négative pour la Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine (respectivement -6,1 % et -5,1 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne progressent le plus fortement (respectivement +14,1 % et +12,9 %).

Le secteur de la collecte, gestion des déchets ; récupération a connu une très forte augmentation des contrats durables (plus de 63 % d'augmentation sur un nombre de contrats cependant peu important).

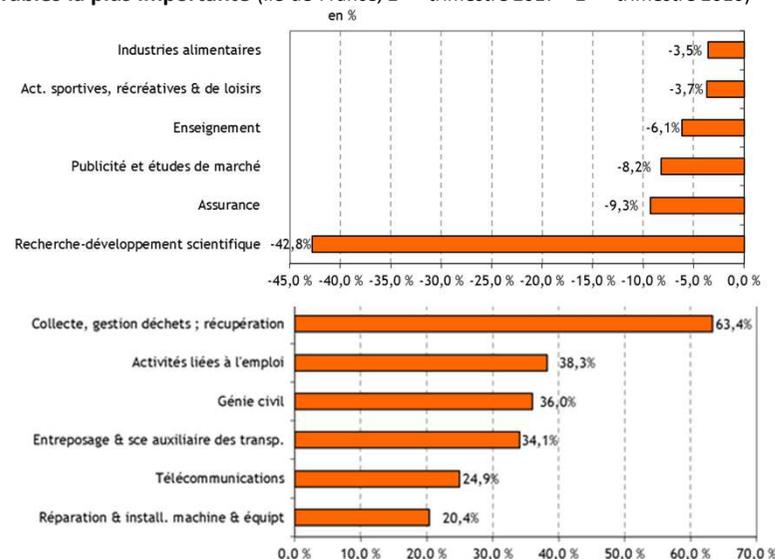
La recherche et le développement scientifique ont connu la baisse la plus importante sur un an (-42,8 %), après un maximum observé au deuxième trimestre 2016.

Évolution des déclarations préalable à l'embauche par département (2^{ème} trimestre 2017 – 2^{ème} trimestre 2016)



Source : DPAE / Urssaf

Les six secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante (Île-de-France, 2^{ème} trimestre 2017 – 2^{ème} trimestre 2016)



Sources : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin septembre 2017

Près de 316 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de septembre 2017 en Île-de-France (CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 115 600 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

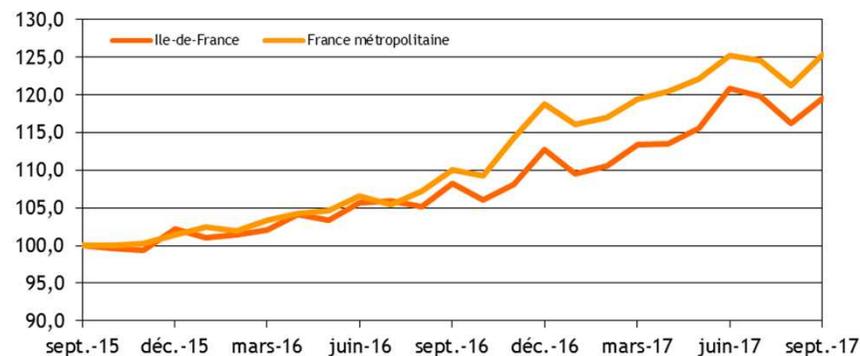
Par rapport au mois précédent, le nombre de contrats signés s'est stabilisé, alors que le nombre d'intérimaires en EETP est reparti à la hausse, après un mois d'août en forte diminution. En moyenne sur le 3^e trimestre 2017, le nombre d'intérimaires reste en hausse : +1,6 % par rapport au 2^e trimestre 2017 (données CVS).

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en baisse : -0,7 % pour le nombre d'EETP par rapport au 2^e trimestre 2017. En particulier, les industries agro-alimentaires (-3,2 %) sont en net recul, alors que la fabrication de matériels de transport (secteur composé principalement des industries automobiles et aéronautiques), se stabilise (-0,2 %).

L'activité intérimaire dans la construction enregistre une nouvelle hausse (+2,6 % ce trimestre), confirmant les hausses des derniers mois.

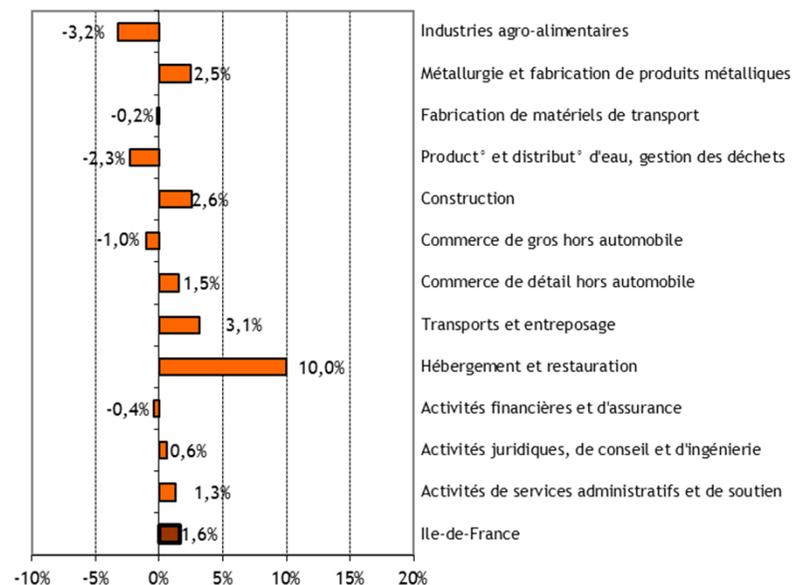
L'intérim dans le tertiaire augmente également, mais à un rythme moins soutenu que le trimestre précédent (+2,0 % par rapport au 2^e trimestre 2017), et avec des différences suivant les principaux secteurs d'activités. Ainsi, on observe de fortes hausses dans l'hébergement/restauration et le transport / entreposage (resp. +10,6 % et +3,1 %) et dans une moindre mesure dans le commerce de détail et les activités de service administratifs (resp. +1,5 % et +1,3 %). A contrario, le commerce de gros (-1,0 %) et les activités financières (-0,4 %) enregistrent des reculs du nombre d'EETP ce trimestre par rapport au précédent.

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 à fin septembre 2015)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

L'emploi salarié au troisième trimestre 2017

Au troisième trimestre 2017, l'emploi salarié marchand francilien progresse de +0,4 % (soit +17 115 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente également (+0,3 % soit +46 200 emplois).

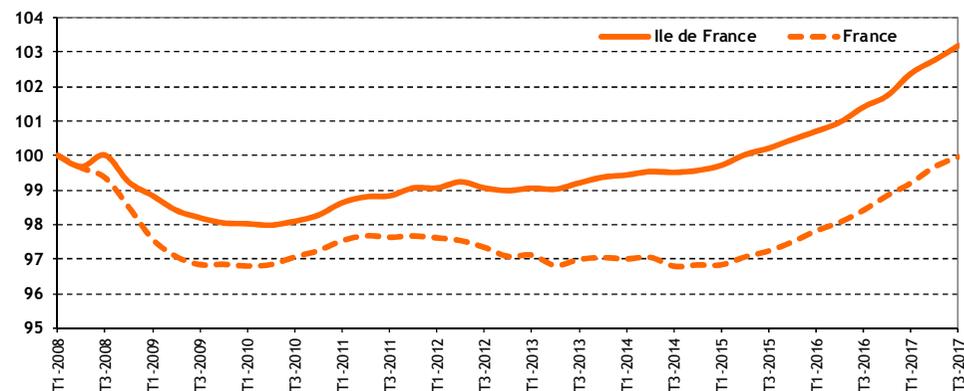
Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en nette augmentation (+1,8 %, soit +72 700 emplois). Il atteste du dynamisme de l'emploi francilien qui représente près d'un tiers de l'évolution de l'emploi salarié en France métropolitaine.

Au troisième trimestre 2017, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement (Paris, la Seine-et-Marne, et les Hauts-de-Seine) ne sont pas les mêmes qu'au trimestre précédent. De leur côté, les Yvelines et le Val-de-Marne enregistrent les évolutions les plus faibles.

Sur un an, l'emploi salarié marchand a surtout progressé à Paris, en Seine-et-Marne, en Essonne et dans le Val-d'Oise tandis que les Yvelines, les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne affichent des augmentations modérées.

Ce sont Paris, la Seine-et-Marne, la Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine qui contribuent en nombre à l'augmentation de l'emploi salarié avec près de 57 000 emplois en plus depuis le troisième trimestre 2016 sur les 72 700 emplois supplémentaires enregistrés dans la région depuis un an.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands depuis le premier trimestre 2008 (données CVS)



Source : Insee

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 3ème trimestre 2017	Evolution trimestrielle (par rapport au 2ème trimestre 2017)		Evolution annuelle (par rapport au 3ème trimestre 2016)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 337 099	7 799	0,6	31 231	2,4
Seine-et-Marne	321 904	1 965	0,6	10 793	3,5
Yvelines	366 034	-1 396	-0,4	975	0,3
Essonne	312 099	1 467	0,5	6 037	2,0
Hauts-de-Seine	837 235	4 790	0,6	6 924	0,8
Seine-Saint-Denis	432 235	2 004	0,5	7 866	1,9
Val-de-Marne	358 906	-185	-0,1	3 121	0,9
Val-d'Oise	253 426	673	0,3	5 775	2,3
Ile-de-France	4 218 938	17 115	0,4	72 722	1,8
France métropolitaine	16 205 500	46 200	0,3	250 700	1,6

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Sources : Insee

L'emploi salarié au troisième trimestre 2017

Au troisième trimestre 2017, l'évolution trimestrielle de l'emploi enregistre un léger recul dans l'industrie (-0,2 %, -730 emplois) et progresse modérément dans la construction (+0,9 %, soit +2 500 emplois) et le commerce (+0,1 %, soit +700 emplois). L'emploi dans les services marchands poursuit son augmentation : +0,5 % soit +14 700 emplois.

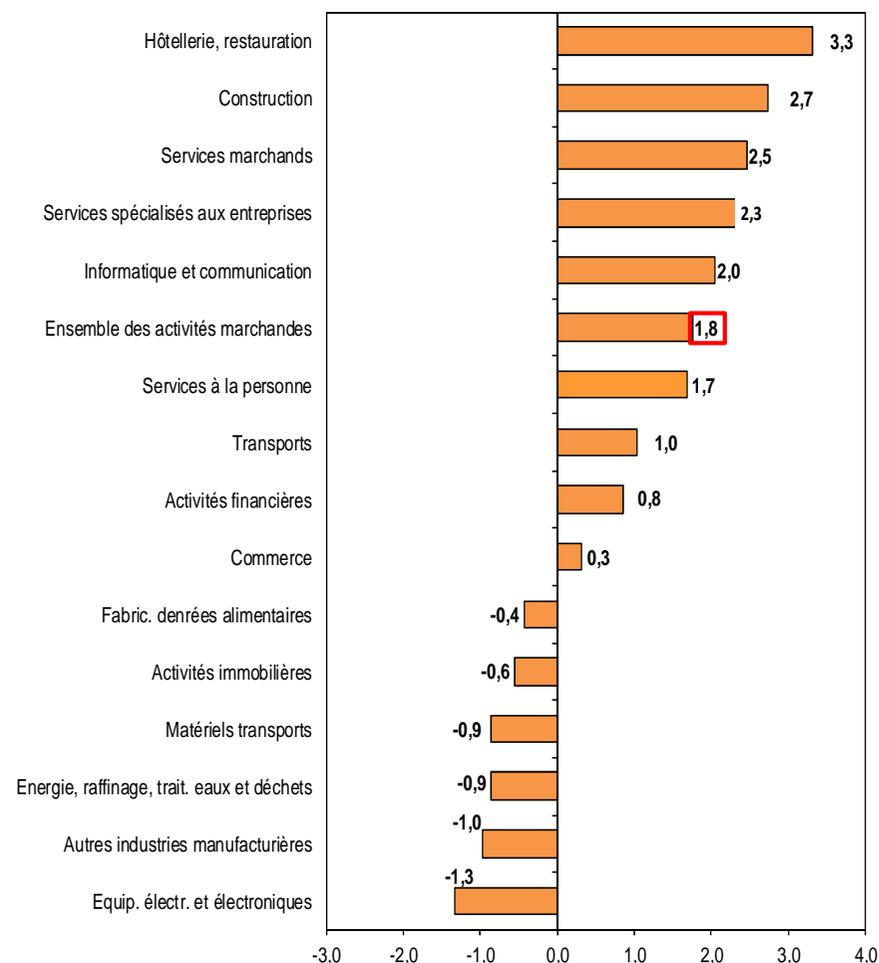
Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de -0,9 % dans l'industrie et augmenté de +2,7 % dans la construction et de +2,5 % dans les services marchands.

Au sein de l'industrie, la plupart des secteurs d'activités, et notamment le secteur de la fabrication d'équipements électriques et électroniques (-1,3 %, soit -970 emplois), ainsi que le secteur des autres industries manufacturières (-1,0% soit -1 600 emplois), l'énergie, raffinage et traitement des eaux et déchets (-0,9% soit -710 emplois) perdent un nombre important d'emplois.

L'emploi salarié dans le commerce connaît une progression annuelle de +0,3 % (+2 200 emplois).

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de +2,5 % (+67 400 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim augmente ce trimestre mais est soumis à des évolutions erratiques. Sur un an, l'intérim a connu une augmentation importante de +18,7 %. La plupart des autres secteurs d'activité des services marchands ont enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, le secteur de l'hôtellerie, restauration (+3,3 % soit +9 900 emplois), celui des services spécialisés aux entreprises (+2,3 %, soit +21 500 emplois) et celui de l'informatique et communication (+2,0 %, soit +7 800 emplois) ont connu la plus forte croissance. Seul le secteur des activités immobilières a connu une légère baisse (-0,6% soit -440 emplois).

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 3^e trimestre 2016 et le 3^e trimestre 2017, dans les principaux secteurs d'activité marchands (en %, données CVS) – Le secteur de l'intérim (+18,7%) n'est pas représenté



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Source : Insee

L'activité partielle en novembre 2017

Accompagnement des mutations économiques

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en Novembre	60	13	7	8	6	3	15		8
cumul 2017	743	157	81	112	70	49	128	55	91
cumul 2016 (novembre)	1 162	263	148	189	143	70	105	96	148
Heures associées en novembre	565 255	36 359	90 598	250 166	61 413	1 944	88 198		36 577
cumul 2017	3 534 353	250 480	349 975	978 874	571 637	170 015	383 132	413 141	417 099
cumul 2016 (novembre)	6 466 204	519 542	825 695	2 141 877	955 527	456 352	285 074	521 298	760 838
Evolution	-45,3%	-51,8%	-57,6%	-54,3%	-40,2%	-62,7%	34,4%	-20,7%	-45,2%

En novembre dernier, 60 décisions d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Direccte. Un chiffre en augmentation régulière depuis trois mois.

Elles correspondent à 565 255 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France. Un volume en hausse de 23 % par rapport à novembre 2016.

En novembre 2017, une seule autorisation portait sur plus de 100 000 heures d'activité partielle accordée à un grand constructeur automobile implanté dans les Yvelines.

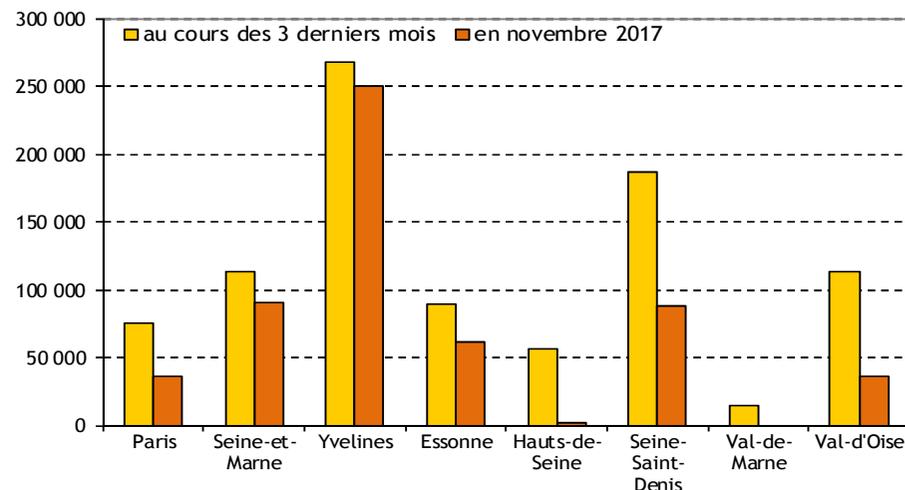
Ce département concentre ainsi 44 % des heures d'activité partielle autorisées en novembre dernier soit plus de 250 000 heures.

Les départements de la Seine-et-Marne et de la Seine-Saint-Denis concentrent respectivement 16 % des heures demandées en novembre dernier.

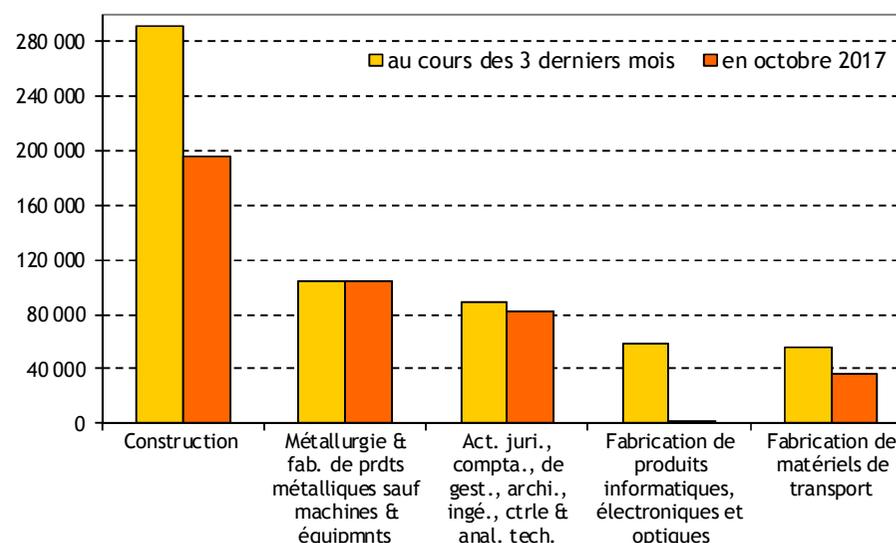
Le secteur de la construction a demandé 196 000 heures d'activité partielle, soit près de 35 % du total régional tous secteurs confondus.

(*) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

Les plans de sauvegarde de l'emploi en novembre 2017

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départ.
PSE en novembre	12	5				3	2	1		1
Cumul 2017	270	75	9	16	12	67	26	18	12	35
Cumul 2016 (janvier à novembre)	318	79	10	12	14	98	18	19	16	52
Salariés concernés	880	340		47	10	110	116	257	0	/
Cumul 2017	15 902	2 965	473	2 004	1 681	3 656	2 755	1 548	820	/
Cumul 2016 (janvier à novembre)	21 188	4652	515	2552	1855	6705	3045	1059	805	/
Evolution	-25%	-36%	-8%	-21%	-9%	-45%	-10%	/	2%	/

En novembre 2017, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 12 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 880 postes menacés dans le cadre de PSE ce mois.

Après une reprise du nombre de PSE initiés en septembre et octobre, ce dernier redevient faible.

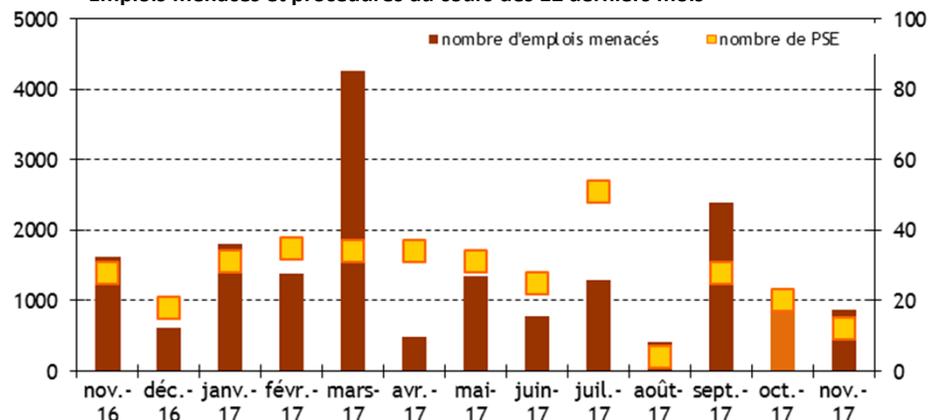
Les entreprises franciliennes ont menacé un nombre limité d'emplois dans le cadre des PSE, 880. C'est inférieur à la moyenne constatée sur 12 mois, elle-même déjà moins importante que la moyenne constatée depuis début 2014.

Ce mois, les départements du centre de la région sont les plus affectés. C'est le Val-de-Marne qui concentre le plus d'emplois menacés par rapport au nombre d'emplois hébergés. Les départements de la grande couronne sont très peu touchés.

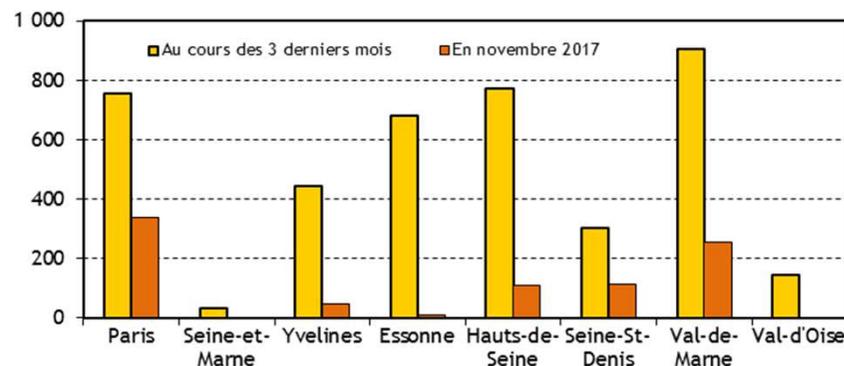
Le secteur qui connaît le plus d'emplois menacés est celui des activités de services administratifs et de soutien. Un PSE initié par une entreprise du secteur menace 254 postes dans le Val-de-Marne.

Accompagnement des mutations économiques

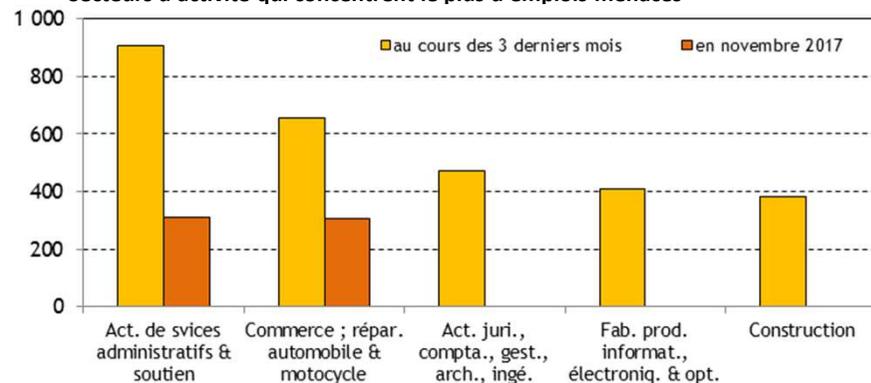
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Source : SI-Homologation - Traitement : Direccte / Sese



Directrice de publication : Corinne Cherubini

Etude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Conception graphique : Emmanuelle Seguin

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr